

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNÉE — N° 131

Du 17 Juillet au 30 Juillet 1972

LE NUMERO :

0,80 F

L'accord "historique" P. C. F., P. S.

LEUR PROGRAMME ET LE NOTRE

Dès les premières lignes du programme commun, tout est parfaitement clair : il ne s'agit pas de libérer le prolétariat de l'esclavage salarié, mais de river la classe ouvrière au capital en enjolivant l'exploitation par la progression « régulière » du pouvoir d'achat, autrement dit de mener une politique qui essaie de faire respecter par l'acheteur de force de travail le prix de cette force, sans que soient modifiés en aucune façon les rapports de production et sans qu'il soit dit à aucun moment que les intérêts des deux classes antagonistes de la société capitaliste sont fondamentalement et radicalement opposés.

Au contraire ! « Le développement de l'économie contribuera à cette progression (du pouvoir d'achat) ». Tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, du centre ou d'ailleurs, dit exactement la même chose. Le salarié ne reçoit plus que s'il travaille davantage, ou mieux, ou les deux à la fois, c'est-à-dire s'il accroît la production de plus-value absolue et de plus-value relative.

Il n'est pas étonnant que, le cadre ainsi fixé, tout, absolument tout, se ramène à la défense de l'économie capitaliste puisque c'est de la prospérité de cette économie que dépend l'« amélioration » des conditions de vie des travailleurs.

Ainsi pour la revendication du salaire à 1000 F, si des millions de salariés ont un salaire de misère, ce n'est pas parce que le capitalisme y trouve son compte, c'est parce que le gouvernement est « impitoyable », ce n'est pas parce que règne la loi du profit, c'est parce que cette loi n'est pas bien appliquée, c'est parce que le capitalisme est bête ! La veille du jour où naissait le programme de gouvernement, le secrétaire général de la C. G. T. allait expliquer à la Commission des Conventions collectives que la

« mesure » de relèvement du S. M. I. C. à 1000 F « bénéficierait à l'économie elle-même » ("l'Humanité" du 27 juin 1972).

Evidemment, pour que l'économie ne périclite pas, d'autres mesures sont prévues au programme. On ne boudera pas les capitaux étrangers, même s'ils sortent des caisses du « chef de file de l'impérialisme » et « menacent » un peu plus cette « indépendance nationale » que l'on doit vouloir à tout prix sauvegarder et dont les vrais communistes se soucient comme d'une guigne. Bien sûr, on arrêtera la vente des armes aux pays « colonialistes, racistes ou fascistes », mais pour les autres il faudra mettre sur pied une « stricte réglementation des ventes éventuelles » (le réalisme n'oblige-t-il pas à « donner du travail » aux milliers de tra-

vailleurs employés dans les usines d'armement ?)

Enfin et surtout, tout l'appareil financier sera enfin géré convenablement dans un sens pré-socialiste... : une Banque Nationale d'Investissements sera créée, un Institut de financement s'occupera du Commerce extérieur, la Banque de France et le Conseil National du Crédit seront démocratisés, l'épargne populaire encouragée, l'inflation jugulée et la spéculation découragée.

Ce qu'il faut c'est faire en sorte que l'économie se porte bien. Alors le pouvoir d'achat augmente, la demande augmente, l'offre augmente, l'économie se porte de mieux en mieux et le pouvoir d'achat progresse indéfiniment jusqu'à la fin des siècles. Simple, non ?

Pourquoi la révolution serait-elle nécessaire puisque, avec un gouvernement de gauche, le prolétariat aura la satisfaction de voir mettre en œuvre une politique industrielle dont un des critères « devra être la production d'équipements et la mise au point de processus technologiques visant à améliorer la nature et l'intérêt du travail » ?

Pourquoi la révolution, puisque le « développement de la démocratie économique et politique » permettra de remplacer la « logique capitaliste du profit » par une « autre logique — celle d'une croissance équilibrée au service du plus grand nombre » ? Quand une logique aura chassé l'autre, finis l'exploitation, l'esclavage salarié, l'anarchie dans la production, les crises, les guerres, les destructions de forces productives.

Un siècle et plus de marxisme réduit à néant, sur le papier, par des sornettes petites-bourgeoises destinées à endormir le prolétariat, en lui faisant croire qu'il est de son intérêt d'accroître la productivité : « L'élévation du niveau de formation, la réduction de la durée du travail, les meilleures conditions de travail et de vie entraîneront un relèvement de la productivité du travail. La restructuration de l'appareil de production (mais oui, l'appareil de production n'est pas bien structuré) permettra d'accroître l'efficacité économique des investissements, d'éliminer progressivement les gaspillages dus à la gestion capitaliste, d'accélérer le progrès de la productivité » !

Chaban-Delmas, et son successeur, peuvent être rassurés : il n'y a dans le programme aucun « risque majeur pour l'économie », et il est vain de peindre l'avenir sous des « terrifiantes couleurs ». Rassure-toi, Grand Patronat, les nationalisations ne sont pas dangereuses pour « l'économie française ». Il n'y aura ni « découragement de l'épargne et des investissements étrangers, ni fuites désastreuses des capitaux », ni rien qui puisse mettre en péril notre rang, notre production, notre indépendance nationale. Il est donc vain de peindre l'avenir sous des « couleurs apocalyptiques ». Ce qu'il faut, c'est, comme le dit le secrétaire général adjoint du P. C. F. : « Une politique nouvelle pour la France (souligné dans le texte), une politique répondant aux intérêts, aux aspirations des travailleurs, de l'immense majorité des Français » (c'est nous qui

soulignons) ("l'Humanité", 1er juillet 1972).

Le voilà leur véritable programme : Plus de classes, des Français ! Plus de lutte de classe, des intérêts communs ! Plus d'abolition du salariat, mais progression du pouvoir d'achat ! Plus de révolution prolétarienne, mais une véritable démocratie — Plus de dictature du prolétariat, mais l'« alternance au pouvoir » !

La "Nation" s'inquiète-t-elle quand même ? "l'Humanité" lui répond : il n'est pas vrai que les nationalisations soient catastrophiques. Et de citer M. Dreyfus lui-même : « La production a été multipliée par neuf et les exportations par quinze en vingt ans ». M. Dreyfus s'anime et "l'Humanité" avec lui : « (Renault) a un rôle moteur en matière économique et dans l'aménagement du territoire français », un « rôle de pilote, tant du point de vue technique et industriel que social ». Mais ce n'est pas tout : « 80 % de progression de 1963 à 1971, contre 71 % à Volkswagen, 53 % pour Fiat, 33 % pour

British Leyland, 43 % pour Opel General Motors et 30 % pour Ford ; 250 millions d'investissements il y a 10 ans, 1 milliard aujourd'hui ». Et ce n'est pas fini. Écoutons à notre tour l'organe du soi-disant parti des travailleurs du parti « communiste » français : « Encore s'agit-il ici d'une entreprise nationalisée se situant dans la mouvance (mal oui, la mouvance !) d'une société dominée par le capitalisme monopoliste ». Il ne fait pas de doute que l'expansion de la Règle serait plus grande encore si son environnement était autre, si l'économie était gérée de façon « vraiment autonome, sans autres servitudes que celles imposées par la satisfaction des besoins individuels et collectifs, par l'intérêt général ».

Si quarante ans de contre-révolution n'avaient pas inlassablement enfoui le programme révolutionnaire du prolétariat sous des monceaux d'ignominie, celui-ci balayerait d'un revers de main — mais n'en doutons

(Suite en page 4)

Le P. C. F., courtier de l'impérialisme

Capitalistes français, soyez dynamiques ! Montrez-vous à la hauteur de vos congénères américains et japonais : dans l'intérêt de notre économie, développez vos rapports commerciaux avec l'U.R.S.S. !

C'est à une telle apologie de l'exploitation que se livre le P.C.F. dans un numéro de "l'Humanité" de cette quinzaine au sujet de la coopération franco-soviétique :

« Tout se passe, déplore ce pieux défenseur des intérêts de la bourgeoisie, comme si les principaux industriels français et les banquiers, dont on connaît le conservatisme ou le manque de dynamisme par rapport à d'autres capitalistes étrangers, ajoutaient à ces « tares » antisoviétisme viscéral, nuisible à l'ensemble de notre économie, à nos ouvriers, techniciens et ingénieurs. »

C'est ainsi que, chiffres à l'appui, le P.C.F. se réjouit de ce que les échanges commerciaux entre la France et l'U.R.S.S. « partis d'un niveau extrêmement bas, vont doubler de volume de 70 à 71 par rapport à la période 65-70 », tout en s'indignant qu'en 70 « la part de la France dans le commerce extérieur de l'U.R.S.S. ne représente que 2,1 % ». On commerce donc dans ces pays qui se disent socialistes ? Socialisme et commerce seraient-ils compatibles ? Marx répond sans appel dès la première phrase de l'avant-propos à la "Critique de l'économie politique" : « Le système de l'économie bourgeoise se présente à mes yeux dans l'ordre suivant : capital, propriété foncière, travail salarié ; Etat, commerce extérieur, marché mondial ».

Cela n'est-il pas clair, Messieurs du P.C.F. ? Où il y a production (et circulation) de marchandises, il y a capital, donc exploitation du travail salarié. Et le P.C.F. s'en félicite ! Et il en redemande ! Écoutons-le : « Tous les prétextes invoqués par le gouvernement et les industriels pour justifier ces chiffres ne tiennent pas devant le fait » que d'autres pays capitalistes — l'Allemagne Fédérale, le Japon, et même les Etats-Unis (...) — ont augmenté leurs échanges avec l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes dans des proportions beaucoup plus considérables ». Voici l'Allemagne, le Japon et autres « valets de l'impérialisme yankee » promus au rang de modèles pour les « féodaux de l'industrie française » qui (toujours selon le même numéro de "l'Humanité") « sont loin d'avoir épuisé toutes les possibilités que la conjoncture actuelle offre à notre pays. »

Que les bourgeois se rassurent ! Loin de vouloir l'abolition du salariat et du commerce, ces prétendus communistes n'ont d'autre ambition que d'assurer la sauvegarde du capital, voire de faire mieux encore que ses marchands actuels, en abandonnant résolument tout antisoviétisme au profit d'un commerce loyal avec le bloc de l'Est.

Car pour le P.C.F. il est évident que le degré de coopération entre les deux pays est fonction de la bonne ou de la mauvaise volonté du patronat français. Ce qui revient à croire que les idées gouvernent le monde... Pour nous marxistes, au contraire, ce sont les lois objectives du capital qui déterminent les rapports entre Etats.

D'autre part, malgré les déclarations de bonnes intentions, tout impérialisme économique se double d'un impérialisme militaire, si bien que c'est la pire illusion de croire qu'il peut exister un « commerce pacifique à avantages mutuels ». En fait, comme le rappelait "Le Prolétaire" n° 129 : « Les accords les plus "sensationnels" entre les monstres impérialistes ne servent que la cause nationale » de ceux-ci et s'ils ouvrent une « phase historique nouvelle » c'est uniquement celle d'une pause due à l'équilibre des terreur et non à la bonne volonté des hommes d'Etat, d'une pause nécessairement limitée à l'échelle historique dans l'escalade préliminaire au heurt final ».

La vérité sort de la bouche des banquiers

Les entreprises russes ont beau être la soi-disant « propriété de tout le peuple russe », ce n'est pas à ce dernier mais aux capitalistes et financiers occidentaux que la « Moscow Narodny Bank », banque d'affaires à capitaux soviétiques établie à Londres, présente ses résultats dans le « Financial Times » du 1^{er} juin. Il est vrai que les prolétaires russes, dont les salaires sont déterminés par la valeur de leur force de travail, ne verront pas leur condition s'améliorer d'un iota parce que « leur » banque a réalisé un bénéfice de 1.157.770 livres sterling (soit environ 15 millions de N.F.) en 1971.

D'où vient ce joli bénéfice ? Comme pour toutes les banques, des intérêts perçus pour le prêt à d'autres banques, des entreprises, ou des Etats, de capitaux destinés à financer des investissements ou des transactions commerciales. Qui paie ces intérêts ? En apparence, ce sont les bénéficiaires des prêts. Mais en réalité, comme l'a montré Marx, l'intérêt n'est qu'une fraction de la plus-value récoltée sur le dos de la classe ouvrière par le capital productif ; cette plus-value fait vivre toute la société bourgeoise en se répartissant en profit d'entreprise, qui reste acquis au capital productif, profit commercial qui va au capital commercial, intérêt qui va aux banques, c'est-à-dire au capital financier, rente foncière qui va aux propriétaires fonciers, impôts qui vont à l'Etat bourgeois. Les bénéfices de la « Moscow Narodny Bank » — tout comme ceux de la Banque Rothschild — ne sont donc qu'une partie de la sueur extorquée aux travailleurs de tous les pays avec lesquels le capital russe fait des affaires.

A quoi va servir le bénéfice réalisé ? Nous entendons déjà triompher ceux qui, pour justifier leurs combines « pacifiques » et électoralistes, font croire à l'existence d'un socialisme russe : la « Moscow Narodny Bank » ne distribue en effet aucun bénéfice à ses actionnaires, qui sont de toute façon des banques d'Etat soviétiques. N'est-ce pas une preuve péremptoire ? Ici les bénéfices vont à M. de Rothschild, ses châteaux, ses écuries de course, ses danseuses ; là-bas, tout reste entre les mains des banques et des entreprises, donc du peuple travailleur. Celui qui emploie un tel argument montre qu'il n'a rien compris au marxisme. Sans doute les chantages du socialisme russe n'ont-ils jamais entendu parler du train de vie des « managers » et hauts fonctionnaires soviétiques, qui n'a rien à envier à celui de leurs homologues occidentaux. Mais de toute façon, le fond de la question n'est pas là.

(Suite en page 4)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI

Dans plusieurs rapports tenus au cours de réunions générales précédentes, dont il n'a malheureusement pas été possible de publier le compte rendu intégral, nous nous sommes efforcés de parcourir le cycle historique dramatique au cours duquel la social-démocratie allemande joua le rôle d'« assassin du prolétariat révolutionnaire » dans le pays qui était alors l'épicentre de la lutte des classes en Europe. Elle joua ce rôle, non pas en tant que social-démocratie « allemande », mais en tant que fraction de la social-démocratie internationale : comme exécuteur direct, dans son aile majoritaire, comme aide du bourreau, dans son aile « indépendante », plus infâme encore parce que plus hypocrite et drapée d'une prétendue « orthodoxie marxiste ».

Nous l'avons fait non par manie « historiographique », mais pour tirer des événements eux-mêmes la confirmation décisive d'une thèse constante de la Gauche communiste. En effet, à la direction du P.C. d'Italie comme au sein de l'Internationale, nous avons toujours lutté contre le fétichisme de l'« unité ouvrière » et, plus encore, contre les illusions manœuvrières tactiques par lesquelles on croyait pouvoir gagner à la cause du communisme des forces numériquement moins réduites que celles que la situation créée par la fin du premier massacre mondial permettait de déplacer sur le terrain, magnifiquement préparé par l'Octobre rouge, de la préparation à la conquête révolutionnaire du pouvoir et à la dictature prolétarienne exercée par le parti, conduisant à la société socialiste par le chemin long et tourmenté de la guerre civile, de la terreur et des interventions despotiques dans l'économie. Cette thèse, nous l'avons rappelé bien souvent, a trouvé son expression la plus lucide dans un article de février 1921 que nous intitulâmes précisément *La fonction de la social-démocratie*, et dont l'idée centrale est contenue dans ce passage lapidaire : « La social-démocratie « a une fonction spécifique, dans « ce sens qu'il y aura probable- « ment, dans les pays occiden- « taux, un moment où les partis « sociaux-démocrates iront au « gouvernement, seuls ou avec « des partis bourgeois. Mais là où « le prolétariat n'aura pas la for- « ce de l'éviter, un tel intermède « ne représentera pas une condi- « tion positive, une condition né- « cessaire de l'avènement des « formes et des institutions révo- « lutionnaires, une préparation « utile à l'assaut prolétarien ; ce « sera au contraire une tentative « délibérée de la bourgeoisie « pour le priver de sa force et « le dévier et, au cas où il res- « terait à la classe ouvrière as- « sez d'énergie pour se révolter « contre le légitime, l'humanité- « re, le bon gouvernement social- « démocrate, pour l'écraser im- « pitoyablement sous les coups « de la réaction » (article publié dans notre brochure *Communisme et Fascisme*, p. 35). L'article exhortait le prolétariat italien à accueillir toute expérience de gouvernement social-démocrate « comme une déclaration de guerre, non comme une promesse de trêve dans la lutte des classes et de solution pacifique des problèmes de la révolution » et ce, qu'il s'agit d'un gouvernement « purement » réformiste, ou d'une coalition entre les réfor-

mistes et d'autres partis, ouvertement et constitutionnellement bourgeois (comme ce fut plusieurs fois le cas en Allemagne au cours de la période 1919-1922). Enfin, l'article s'achevait sur cet avertissement, non seulement aux prolétaires italiens, mais aux prolétaires du monde entier : « C'est pourquoi nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur une « expérience non seulement nationale, mais internationale et « que (...) le martyre des prolé- « tariats de Hongrie, de Finlande et d'autres pays devrait suf- « fire à épargner au prolétariat « occidental d'apprendre à son « tour au prix de son sang quelle « est la véritable fonction de la « social-démocratie dans l'his- « toire. Le social-démocratis- « me tentera fatalement de sui- « vre sa voie jusqu'au bout, mais « les communistes doivent se pro- « poser de la lui barrer le plus « tôt possible, avant qu'il soit « parvenu à planter le poignard « de la trahison dans les reins « du prolétariat ».

C'est dans cet esprit précisé- ment que nous avons voulu évo- quer, documents à l'appui (et ce sont des documents qui ruissellent de sang), le rôle de la social-démocratie en Allemagne au cours de cette période cruciale, en nous adressant surtout aux jeunes militants que de longues années séparent de ces « expé- riences » décisives. C'est la social-démocratie qui trahit l'héroï- que prolétariat d'Europe centrale au massacre mondial.

Après la guerre, une fois instaurée la « république des conseils » avec des socialistes majoritaires et indépendants au gouvernement, c'est la social-démocratie qui décapita l'avant-garde du prolétariat, le privant de ses militants les plus combattifs, semant le désarroi et la panique dans ses rangs — durant ces mois de cauchemar où les Scheidemann et les Noske lâchèrent les « corps francs » de la réaction contre les « criminels Spartakistes ». Enfin, c'est la social-démocratie qui instaura sur la « terre brûlée » de Berlin et de Munich, de Hambourg et de Dresde, d'Essen et de Brême, le règne de la démocratie bourgeoise dans sa version d'opérette : la république de Weimar. Et pourtant, il faut le dire à la gloire du prolétariat allemand, jamais au cours de ces longs mois et de ces années de batailles arden- tes, la social-démocratie ne réussit à empêcher le spectre haï de la révolution communiste de relever la tête chaque fois, sem-

blant tirer de ses propres blessures des forces toujours nouvelles.

L'histoire de cette « fonction de la social-démocratie » est gravée en lettre de feu dans les événements de ces années tragi- ques, et aucun militant révolutionnaire ne peut se permettre de l'ignorer et d'en éluder les terribles enseignements. C'est justement dans l'Europe centrale du premier après-guerre que les « leçons d'octobre » ont trouvé leur confirmation la plus gran- diose, même si malheureusement cette confirmation resta purement objective, au lieu de devenir partie intégrante de la consci- ence du Parti, et de le guider dans ce « chemin de Golgotha » (pour reprendre l'expression de Rosa Luxemburg) où l'histoire l'avait condamné à marcher vers une victoire qui semblait proche et qui était au contraire terrible- ment éloignée.

Toutefois, rappeler ce bilan historique, bilan définitif pour tous les prolétaires de tous les pays, ce n'est encore que la moi- tié de la tâche qui nous incombe et que nous jugeons nécessaire pour que le parti mondial unique du prolétariat renaisse et, bien plus, possède dès le début les armes théoriques et pratiques indis- pensables pour le combat qu'il devra mener, et qui aura peut-être à nouveau pour épicentre l'Europe centrale, et en particu- lier l'Allemagne. Nous devons aussi regarder l'autre face de la médaille, celle qui porte gravé non plus le musée porcin des Noske-Scheidemann, mais l'effigie héroïque des Liebknecht-Luxemburg, pour comprendre ce qui fut l'autre aspect de la tra- gédie de l'après-guerre proléta- rien en Allemagne : nous voulons parler de l'effroyable retard du prolétariat et de sa direction poli- tique, face au murissement des conditions matérielles et objec- tives d'une révolution allemande dont les bolcheviks attendaient le salut de la révolution d'octobre et qui se solda au contraire par une saignée terri- ble, sans même laisser derrière elle le fil d'une tradition solide à laquelle les générations suivan- tes auraient pu s'accrocher. Nous devons donc — tâche infiniment pénible et difficile — enregistrer, non pour le mettre aux archives, mais pour en faire la chair et le sang des générations révolution- naires présentes et futures, le bilan des incertitudes, des confu- sions, des preuves d'immaturation, qui caractérisèrent, hélas, toutes les forces politiques qui conver- gèrent dans le Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus) à la fin décembre 1918 et au début janvier 1919. C'est cette immatu- rité qui permit à la contre-révo- lution dirigée par les sociaux-démocrates de se déchaîner bien avant que les communistes puis- sent ne disons pas « faire » la révolution, mais la « préparer » et la « diriger », de prévenir à temps cette révolution, d'écraser dans l'œuf les efforts généreux d'une classe ouvrière capable de se battre dans la rue pendant trois longs mois, et de mettre fin aux « folies » de ces « garnements de Karl et de Rosa » — comme disait le « savant » Kautsky en hochant la tête profes- soralement — et des millions de prolétaires anonymes qui se reconnaissaient instinctivement en eux.

Il n'y eut pas de « révolution allemande » — comme on le dit trop souvent et comme le répè- tent les historiens incapables de voir au-delà de la surface des choses — mais une sanglante contre-révolution préventive.

Pleinement justifiée aux yeux de la classe dominante par les tumultueuses agitations de ces ou- vriers en bleu de travail ou en uniforme, cette contre-révolu- tion préventive fut déclenchée à une vitesse d'autant plus foudroyante que l'ennemi du prolé- tariat avait le sentiment confus, mais terriblement exact, que cette armée ouvrière en armes n'avait pas de direction politique — ou du moins que celle-ci s'offrait sans défense aux coups de l'enne- mi. Certes, il serait antimarxiste de prétendre expliquer une tragé-

die d'une telle portée par des causes purement « subjectives » ; de plus, ce serait indigne face à un martyr collectif qui, par son ampleur et sa gravité, n'a peut-être pas d'égal dans l'histoire du mouvement ouvrier. Mais nous ne cherchons pas ici à fournir une « explication » : nous fai- sons une constatation douloureuse. Si la première peut intéresser les historiens, la seconde doit être utile aux militants. Même une direction révolutionnaire magni- fiquement armée peut faillir à sa tâche, s'il manque le concours de circonstances qu'aucune force so- ciale n'a, par elle-même, le pou- voir de créer. Ce que l'histoire ne pardonne pas aux partis et à leurs directions, ce n'est pas d'être tombés au cours d'une lute inégale, mais de s'être battus sur une ligne erronée, ou du moins ne leur appartenant pas complètement en propre, et de n'avoir pas transmis à l'avenir la semence ou plutôt, car le terme sent son Evangile, le point d'appui nécessaire pour une vigou- reuse reprise. Marx a adressé un hommage vibrant aux commu- nards vaincus, mais cela ne l'a

pas empêché de reconnaître et de dénoncer leurs erreurs, d'en tirer une leçon féconde pour les pro- létaires appelés à relever dans l'avenir le drapeau de la Commu- ne et à le conduire enfin à la victoire.

D'autre part, de nombreux jeunes en quête d'une lumière dans les ténèbres de la contre-ré- volution stalinienne, vont cher- cher dans la « révolution man- quée » de 1919-20 à Berlin précisé- ment ses enseignements négatifs, portés à leur paroxysme par les Gorter et les Pannekoek par leur KAPD et par leur *Unio- nen*. C'est pourquoi notre combat pour la restauration intégrale du marxisme révolutionnaire doit comprendre nécessairement la critique la plus impitoyable, mais la plus objective, de cet immédia- tisme, de ce spontanéisme, de cet ouvriérisme, de ce socialisme d'entreprise, de ce conseilisme, qui furent, sinon la cause première de la tragédie du prolétariat allemand, du moins sa manifest- ation extérieure, son « épiphé- nomène » et, dans cette mesure, une de ses causes.

Retard de l'avant-garde politique sur la dynamique de la lutte de classe

On a souvent souligné le terri- ble retard avec lequel, malgré l'épreuve d'août 1914 et l'expé- rience des mois et des années qui suivirent, le groupe de magnifi- ques militants révolutionnaires rassemblés autour de Liebknecht et de Rosa Luxemburg se sépara du corps putride de la social-dé- mocratie : il ne parvint, en effet, à se constituer en parti qu'à un moment où la bataille, dans l'im- médiat du moins, était déjà per- due, — et perdue au point que, seulement une vingtaine de jours plus tard, Karl et Rosa étaient assassinés, crime collectif le plus horrible dont le « socialisme » dégénéré se soit sali au cours de sa trop longue histoire.

Dans sa polémique de 1916 avec « Junius » (pseudonyme de Rosa Luxemburg), Lénine avait critiqué cette répugnance des spar- takistes à rompre la tradition « unitaire » du parti, la désignant précisément comme le point faible de Junius, malgré sa tenace opposition au social-patriotisme dominant et sa vibrante revendication de l'internationalisme prolé- tarien ; et il avait formulé le vœu que le groupe « Die Inter- nationale » se libère du poids de cette « inertie historique » et re- connaisse pour ennemis non seule- ment les fauteurs déclarés de l'« Union sacrée », mais aussi et surtout les partisans sournois de l'opportunisme « centriste » (les Kautsky, les Hilferding). La rupture ne se fit cependant pas en 1916 puisqu'il fallut attendre la fin de 1918 pour qu'elle ait lieu et encore avec beaucoup d'hési- tation de la part de ses protagon- istes. Il ne s'agit là ni d'un has- sard, ni d'une erreur d'appréciation, ni d'un concours de circon- stances extérieures inéluctables, mais bien d'un retard dû à la vision théorique que les Spartakis- tes et, avant tout, Rosa Luxem- burg, avaient du processus révo- lutionnaire.

A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, Rosa Luxemburg avait été au premier rang dans la lutte contre le bernsteinisme, le millerandisme, le révisionisme. Elle avait été des premières (comme le reconnaîtra Lénine) à découvrir en Kautsky, au cours des polémiques d'après 1905, le germe (qui plus tard deviendra un tronc solide) de déviations op- portunistes. De façon parfaite- ment cohérente, elle fut la pre- mière en Allemagne à dénoncer la trahison d'août 1914, et à le payer de la prison. Ce qui en 1906 avait été une bourrasque à l'intérieur du parti, provoquée par le contrecoup de la révolution de 1905 en Russie, était de- venu en 1914 une catastrophe générale de la classe ; la voie qui en 1906 semblait avoir été perdue de façon temporaire, avait été littéralement abandonnée pour la voie opposée, celle de la classe dominante en 1914. Mais dans la vision de Rosa Luxem-

burg cette débâcle s'inscrivait, avec mille autres, dans les pages tournantes du livre séculaire de l'émancipation prolétarienne, dans son « chemin de croix ». Rien ne pourrait jamais empêcher le prolétariat de retrouver la voie du marxisme, mais cela ne de- vait se produire qu'au terme d'un long processus au cours duquel la classe ouvrière toute entière se retrouverait elle-même, dans et par la lutte, c'est-à-dire parvien- drait à la conscience pleine et en- tière des buts de son mouvement instinctif, à la possession globale et définitive de la doctrine socia- liste. Les agents de cette redécouverte ne pouvaient être ni des militants individuels, ni le parti, mais les masses elles-mêmes ; et celles-ci n'atteindraient ce but — identifié au socialisme — ni par une illumination divine, ni par une accumulation graduelle de « conquêtes » partielles comme dans la vision aberrante des réfor- mistes, mais au travers de la lutte poussée jusqu'à son expres- sion suprême, la grève générale, qui en allemand se dit précisé- ment *Massenstreik*, grève des masses.

C'est précisément au feu de la lutte et même de la guerre de classe que le parti s'était purifié en 1905 et 1906 ; c'est la grève générale à Petrograd et à Var- sovie qui avait apporté une bouffée d'oxygène aux organismes an- kylosés des partis occidentaux ; la même chose allait se produire, devait se produire maintenant, malgré la guerre et ses lois d'ex- ception. Repris dans le tourbillon de la lutte de classe, le proléta- riat dans son ensemble allait reconquérir son programme, et donc son parti : il en brûlerait les scories, il en éliminerait les illusoirs protagonistes, bref il reconstruirait cette unité que les chefs corrompus croyaient avoir brisée pour toujours ou avoir pour toujours mise au service de l'ennemi. La réalisation de ce tournant purificateur n'incombait pas à des individus, à des grou- pes, à des avant-gardes conscien- tients ; tout au plus pouvaient-ils l'accélérer : « Les hommes « ne font pas l'histoire de leur « plein gré, mais ils la font eux- « mêmes. L'activité du proléta- « riat dépend du degré de matu- « rité atteint par l'évolution so- « ciale, mais l'évolution sociale « n'avance pas plus loin que le « prolétariat ; il en est le mo- « teur et la cause, autant que le « produit et la conséquence. Son « action elle-même est un far- « deau déterminant de l'histoire. « Et si nous ne pouvons pas sau- « ver par-dessus l'évolution his- « torique, nous pouvons, certes, « ralentir ou accélérer cette évo- « lution (...). La victoire du pro- « létariat socialiste est liée aux « lois d'airain de l'histoire, aux « mille étapes d'une évolution an- « térieure pleine de tourments et

LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- | | |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 8,00 F |
| 2. Parti et classe | 4,00 F |
| 3. Le principe démocratique | 1,50 F |
| 4. Eléments d'orientation marxiste ; Les trois phases du capitalisme ; Guerres et crises opportunistes | 4,00 F |
| 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » | 5,00 F |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (en préparation). | |

(Commandes au " prolétaire ")

Quelques précisions à propos de marxisme et misère et de lutte de classes et "offensive capitaliste"

Nous rappelons au lecteur que l'article ci-dessous constitue la suite de "Marxisme et misère", paru dans notre numéro 129, et de "Lutte de classes et offensive capitaliste", paru dans notre numéro 130. Ces trois textes ont paru pour la première fois dans la presse du Parti en septembre et en octobre 1949.

Le passage de Marx que nous avons cité dans notre article précédent dit ceci :

« La réserve industrielle (surpopulation relative) est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse.

« Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée, dont la misère est en raison inverse du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazares de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel (c'est-à-dire bureaucratiquement reconnu). Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste (c'est Marx qui souligne). L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières dont l'analyse n'a pas sa place ici » (*Capital*, livre I, sect. VII, chap. 25).

L'allusion de la dernière phrase se rapporte à l'étude du phénomène dans toute sa complexité, développée dans les livres II, III, IV, inachevés, de l'œuvre de Marx, qui a donné lieu aux grandes polémiques de Hilferding, Kautsky, R. Luxembour, Boukharine, etc., sur l'accumulation du capital.

L'application d'une loi simple au domaine plus vaste des phénomènes réels est courante dans la science et dans l'étude des modifications effectives, et il ne faut pas la confondre avec un abandon et une modifica-

tion de la loi générale. Ainsi, les calculs sur les perturbations réciproques des orbites des planètes dans le système solaire, où les planètes sont nombreuses, et où l'attraction entre deux d'entre elles, à côté de celle qui existe entre chacune d'elles et la masse du soleil, a parfois un effet non négligeable, ne contredisent nullement les lois de Képler et de Newton sur le mouvement des planètes.

De même que l'astre central et une planète ne seront jamais seuls, de même la classe capitaliste et la classe ouvrière industrielle ne seront jamais seuls dans la société réelle.

Cependant, dans ce même chapitre, Marx examine déjà l'effet de l'existence des classes rurales sur le rapport qu'il a entrepris d'étudier, entre la diffusion du capitalisme et la composition de la classe ouvrière.

Il est important de souligner de toute façon que jamais Marx n'étudie une société composée seulement de capitalistes et de salariés. Une telle société est absurde et depuis Proudhon jusqu'aux syndicalistes de toute sorte et jusqu'aux « socialistes d'entreprise » actuels, ceux qui l'ont développée et étudiée l'ont toujours fait en pure perte. La première loi du marxisme, la plus simple (et qui est toujours valable) considère les éléments suivants : la classe capitaliste — les travailleurs actifs et salariés, — les travailleurs inactifs mais ne pouvant pas sortir de la classe prolétarienne.

Marx expose tout le mécanisme des quantités étudiées dans sa prose d'une incomparable rigueur, sûr de rendre la théorie plus compréhensible pour les ouvriers que s'il avait adopté un appareil mathématique.

Rosa Luxembour discute sur la répartition de la production entre capitalistes et ouvriers au moyen de déductions numériques. Boukharine adopte des formules algébriques. Ce problème fera l'objet d'études ultérieures ; pour l'instant, il nous faut simplement faire remarquer que le calcul doit tenir compte de la surpopulation relative, qui fait partie du prolétariat, qui vit, et donc consomme des produits qui doivent être pris en compte, qu'ils viennent de formes inférieures et anormales de travail, de la vente de meubles et d'ustensiles achetés sous l'occupation, de la solidarité des non-possédants, et enfin des mesures tout aussi mesquines les unes que les autres, de la charité des riches ou du réformisme légalitaire. Qui paie en réalité ?

C'est toujours l'effort de la minorité ouvrière qui travaille, à travers le système complexe

de l'économie moderne, privée, associée et publique.

D'ailleurs, le *Manifeste* avait déjà dit que l'un des signes que la bourgeoisie doit crever, c'est qu'elle « ne peut plus régner, » parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir » au point de devoir le nourrir » au lieu de se faire nourrir » par lui ».

Les répugnantes institutions du genre de l'E. R. P. sont un nouveau gage que « la chute de la bourgeoisie et le triomphe du prolétariat sont également inévitables ».

**

Reprenons la description des couches de la population laborieuse que Marx situe avant sa loi générale de l'accumulation, après s'être demandé : quel est l'effet du mouvement de l'accumulation capitaliste sur le sort de la classe salariée ?

Les points fondamentaux de l'exposé sont simples. Mise à part la diminution du nombre des capitalistes et des entreprises et l'augmentation accélérée de l'importance économique de chacune (centralisation, concentration, dont Marx parle dans la première partie du chapitre), la croissance du capital social, ou accumulation, déterminée en général avec le progrès technique une diminution de la proportion du capital variable (salaires) par rapport au capital total. Cependant en général la masse totale du capital variable (salaires) continue à augmenter.

Dans une phase ascendante, d'expansion, de prospérité :

- le nombre des salariés employés dans l'industrie augmente ;
- le taux des salaires augmente ;
- la productivité du travail augmente également.

Dans une phase descendante, de contraction, de crise alter-

- le capital salaires total augmente, mais trop lentement, ou reste stationnaire ;
- le nombre des prolétaires continue à augmenter ;
- le nombre des ouvriers employés diminue ;

— on voit se former et s'étendre un excédent relatif de population ouvrière, ou armée de réserve.

Par conséquent, Marx divise la population ouvrière, la classe prolétarienne, dans les catégories suivantes :

- 1) Armée industrielle active : ouvriers, employés.
- 2) Surpopulation flottante : ouvriers qui entrent et sortent des usines, selon l'évolution de la technique et les modifications qu'elle entraîne dans la division du travail.
- 3) Surpopulation latente : ouvriers qui quittent la campagne pour l'industrie lorsqu'ils y sont forcés, car ils ne peuvent vivre que difficilement en marge de l'économie agricole.
- 4) Surpopulation stagnante, qui n'est que rarement appelée dans la grande industrie : travailleurs à domicile, ouvriers employés dans des activités marginales et pour un salaire extrêmement bas.
- 5) Paupérisme officiel :
 - a) chômeurs chroniques, bien que capables de travailler ;
 - b) orphelins ou enfants des pauvres assistés ;
 - c) invalides, infirmes, veuves, etc...

6) En dehors de la classe ouvrière, le "Lumpenproletariat" : criminels, prostituées, pègre.

Dès que le capitalisme est apparu et au fur et à mesure de sa croissance, toute cette masse perd, du fait des processus d'expropriation, toute possibilité de vivre d'autre chose que de son salaire. Mais cependant, seule une minorité privi-

légiée reçoit un salaire. Tout le reste vit comme il peut. Les lois de population des économistes bourgeois sont illusoirs ; en fait, moins ces diverses couches fluctuantes travaillent, plus leurs conditions de vie sont mauvaises, et plus elles prolifèrent, comme « certaines espèces animales faibles et continuellement pourchassées ».

Par ce rappel fondamental, nécessaire pour analyser ensuite plus en détail l'accumulation capitaliste, nous avons donc expliqué le passage de Marx sur la loi absolue.

Il est clair que l'antagonisme découvert par Marx ne se situe pas dans le cadre de l'entreprise bourgeoise ; ce n'est pas un antagonisme entre le salaire de l'ouvrier et le degré de profit du patron.

L'antagonisme se situe dans la société, c'est un antagonisme entre les classes, la classe bourgeoise qui diminue et la classe prolétarienne qui augmente.

Dans les calculs sur la répartition de la plus-value entre la consommation personnelle des patrons, les nouveaux investissements, installations et matières premières, et les nouveaux salaires, il faut bien prendre garde à ne pas diviser la masse des salaires par le nombre des ouvriers employés, mais pas le nombre total des prolétaires.

Dans le premier cas, on voit monter le taux des salaires et on encense le capitalisme, facteur de civilisation et de progrès. Dans le deuxième cas, on voit croître la faim et la misère de la surpopulation et s'exacer-

ber l'antagonisme entre les classes, prémisses de la révolution sociale.

La loi apparaît en pleine lumière. Plus il y a d'accumulation, moins il y a de bourgeois. Plus il y a d'accumulation, plus il y a d'ouvriers, et plus encore il y a d'ouvriers en chômage total ou partiel, et de surpopulation sans ressources.

Le faux marxisme se résume dans la thèse que le travailleur peut conquérir des positions avantageuses :

1) dans l'Etat politique avec la démocratie libérale ;

2) dans l'entreprise économique avec des augmentations de salaire et des revendications syndicales. Et ce, parallèlement à la croissance de l'accumulation du capital. Le faux marxisme courtise la doctrine bourgeoise qui prétend que l'augmentation de la production signifie une augmentation de la richesse sociale répartie entre « tous les membres de la société ». Il a complètement trahi la loi fondamentale du marxisme.

De cette clarification découlent, d'une part, l'étude économique théorique de l'accumulation la plus moderne, d'autre part une conclusion sur la stratégie de la lutte de classe. A partir des données de l'histoire nous avons entrepris de montrer ceci : la théorie de « l'offensive capitaliste », sur le plan de l'Etat ou de l'entreprise, et sa fille, la pratique répugnante des « blocs » et des « fronts uniques », sont au centre du faux marxisme et représentent le comble de la trahison.

"Rouge" et les syndicats

A l'occasion de la grève nationale du 7 juin, la Ligue Communiste a rappelé dans le n° 160 de son hebdomadaire sa position sur les syndicats. Elle y revendique « la fusion syndicale avec droit de tendance », dans le respect des « décisions prises par la majorité des syndicats ». Les trotskystes de "Rouge" nous avaient déjà servi dans leur manifeste un bel échantillon de réformisme petit-bourgeois renoué d'activisme et de volontarisme : ils ne font que continuer à prendre leurs désirs pour la réalité.

Les communistes authentiques luttent, bien sûr, pour l'unité du prolétariat. Toutefois, ils ne luttent pas pour l'unité formelle des centrales contre-révolutionnaires d'aujourd'hui, mais pour l'unité révolutionnaire que créera la crise du système capitaliste international.

En Italie, l'Etat tente d'ailleurs lui-même de réaliser la fusion entre les centrales syndicales, car il en a besoin pour tenir en main les ouvriers. En France, le tandem C. G. T. - C. F. D. T. fait bien son travail pour l'instant : les intérêts bourgeois que "Rouge" ne fait que prévenir, ne réclament pas encore cette fusion, qui ne peut se faire que sur une plateforme de collaboration de classe, de défense du salariat et de soumission aux exigences du développement de l'économie nationale.

Parce qu'ils considèrent que la société capitaliste est en crise permanente, les trotskystes voient dans cette éventuelle modification formelle des syndicats un pas en avant vers la prise du pouvoir. Cependant ils réclament conjointement l'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat : voilà comment l'immédiatisme nie la contre-révolution. Alors que depuis la deuxième guerre mondiale, les syndicats, suivant en cela l'exemple fasciste, se sont toujours plus intégrés à l'Etat, "Rouge" revendique une indépendance parfaitement utopique dans notre époque de contre-révolution, et qui ne pourra prendre un sens que lorsque le « vieux » mot d'ordre d'abolition du salariat retrouvera écho à l'intérieur des organisations économiques du prolétariat, situation que seule la crise (mondiale) profonde du mode de production actuel pourra faire naître. "Rouge" remplace la compréhension matérialiste des conditions objectives de la lutte, l'ingrat travail révolutionnaire par des mots d'ordre « miracle ».

Il reste encore à régler son compte au démocratisme et à l'ouvriérisme de "Rouge", en considérant à nouveau comment ils nient la contre-révolution : « Si chaque tendance respecte les décisions » prises par la majorité... alors il n'y aura plus de division, alors les » travailleurs pourront déjouer les manœuvres bureaucratiques ou » mieux de leurs intérêts » ("Rouge", n° 160).

Il ne fait pas de doute que pour la Ligue, l'ouvrier est révolutionnaire à tout moment, indépendamment des circonstances historiques. Si les syndicats peuvent être opportunistes, ce n'est que parce que quelques individus se sont emparés de leur direction, allant ainsi à l'encontre de la volonté de la majorité des travailleurs. Toujours selon "Rouge", pour que cela cesse il suffit que la majorité des syndiqués voient leurs décisions respectées.

Nous nous contenterons de répondre que, si la bureaucratie syndicale arrive à imposer ses vues c'est précisément parce que celles-ci reflètent le réformisme actuel des ouvriers. Si bien que le meilleur garant de cette bureaucratie c'est justement le système de la majorité démocratique. Nous réaffirmons également, ainsi que nous le faisons dans le n° 128 du "Proletaire", que « nous devons laisser » à l'activisme opportuniste, la vantardise, la « phrase révolutionnaire écorchée », la dangereuse amplification des événements » réellement survenus et des résultats obtenus ».

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

" LE PROLETAIRE " B. P. 266 13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Directeur-Gérant F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP » 1, 3, 5, Boulevard Schloesing MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

VIENT DE PARAITRE

PROGRAMME COMMUNISTE N° 56

AU SOMMAIRE

- ◆ L'anti-fascisme démocratique : un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves.
- ◆ Sur Anton Pannekoek : Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes.
- ◆ En mémoire d'Amadeo Bordiga :
 - VI. — Reconstruction de la doctrine et du parti.
 - VII. — Vers un nouvel assaut prolétarien.

Le numéro : 4 F — Commandes au "proletaire"

(Suite de la première page)

pas, il le fera un jour sans que rien ni personne puissent lui « interdire » d'employer sa violence armée pour établir sa dictature — tous ceux qui appellent aujourd'hui ouvertement à la collaboration de classe tout en prétendant défendre les intérêts des travailleurs.

« Si on peut prêter à Renault un certain rôle de "pilote" au plan social, il faut souligner — même si M. Dreyfus est discret sur ce point — que les ouvriers de Billancourt et d'ailleurs ont donné pour cela un sérieux coup de pouce, que leurs luttes depuis vingt-cinq ans ont été permanentes, souvent très dures. Un régime vraiment démocratique, une nationalisation telle que communistes et socialistes la prévoient, éviteraient sans doute une telle acuité dans les conflits » (c'est nous qui soulignons, "L'Humanité", 30 juin 1972).

Prétendre que des réformes, quelles qu'elles soient, puissent, dans le cadre de l'économie capitaliste, réduire les conflits entre classes opposées, essayer de faire croire au prolétariat que la lutte de classe peut être évitée, c'est le livrer pieds et poings liés à la classe qui l'exploite, c'est s'approprier à prendre, le moment venu, c'est-à-dire au moment où l'aggravation de la concurrence internationale crée à la bourgeoisie des difficultés de plus en plus grandes, la relève d'une bourgeoisie défaillante pour remplir exactement le même rôle qu'elle, comme l'a déjà fait à deux reprises le P.C.F., la première fois en appelant le prolétariat à participer à un combat qui n'était pas le sien, pour la démocratie contre le fascisme, la deuxième en le poussant à remettre sur pied le système d'oppression dont il est la victime. L'aptitude à ce rôle dont a déjà fait preuve le P.C.F. trouve son explication dans son caractère d'opportunisme, c'est-à-dire d'agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

L'histoire de la scission de Tours en 1920 qui consacre en France la séparation entre «so-

LEUR PROGRAMME ET LE NOTRE

cialistes » et « communistes » montre comment Cachin et Frossard n'ont jamais été sur les positions bolchéviques et que le P.C.F. dès l'origine conservait l'essentiel des caractéristiques du réformisme social-démocrate. Partisan de la défense nationale : « dans le cadre de ses tâches de défense nationale, le gouvernement définira une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel, quel qu'il soit ». Partisan de l'intérêt de l'économie nationale : « il (le gouvernement) œuvrera pour l'instauration d'un contrôle des mouvements des capitaux dans le Marché Commun afin de préserver celui-ci des courants spéculatifs et de faire obstacle aux prises de contrôle des secteurs vitaux de l'économie par des groupes multinationaux ». Partisan des voies nationales pacifistes et progressistes, le P.C.F. d'aujourd'hui — comme le montrent bien ces quelques extraits de l'accord qu'il vient de passer avec le Parti Socialiste — ne serait pas désavoué par les Blum et Cie qui furent les plus acharnés adversaires des thèses de Lénine.

En 1936, c'est sur le programme de collaboration de classe de l'antifascisme que P.C. et P.S. se rejoignent dans le Front Populaire. Après le second conflit inter-impérialiste, la guerre froide entre l'impérialisme russe et américain accuse une division entre les deux partis, l'un vassal de l'U.R.S.S. (P.C.), l'autre des U.S.A. (P.S.), que ne justifie pas l'identité de leur programme de réformisme social. Les récents contacts Nixon-Brejnev, dans le cadre du tripotage international des brigands impérialistes ne sont sans doute pas complètement étrangers à cette possibilité d'entente sur un programme de gouvernement plus vaste que l'accord réalisé en 1936 et ce pour le plus grand bien de la contre-révolution.

L'opportunisme traître aux intérêts historiques de la classe

ouvrière se développe sur l'assise sociale que constitue l'aristocratie ouvrière, elle-même née des avantages partiels que la classe dominante a pu concéder en période de relative stabilité économique entre les crises. C'est pourquoi à l'approche des crises, le rôle que joue l'opportunisme est primordial pour le maintien de la dictature bourgeoise.

La bourgeoisie elle-même ne s'y trompe pas, qui relève les aspects positifs du programme : du Figaro à Marcillacy en passant par les jeunes gaullistes. Ainsi Parodi écrit-il dans Le Figaro que « ...la gauche se situe fondamentalement à l'intérieur des institutions de la Ve République ». Il est vrai que dans le même journal un éditorial de Marcel Gabilly expliquait : « En premier lieu soyons logiques et gardons une inaltérable sérénité : cette conjonction des oppositions, qui donc, dans les sphères politiques actives ne l'a pas souhaitée depuis 14 ans ? La projection au pouvoir du général de Gaulle à la faveur, si l'on ose dire, des événements d'Afrique du Nord, avait pulvérisé toutes les formations de la IVe République. Quelques semaines plus tard, dès la mise en place des nouvelles institutions, le premier ministre d'alors, Michel Debré, et le président de l'Assemblée Nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, saluaient la majorité gaulliste et appelaient de leurs vœux une opposition constructive. La première tient depuis 15 ans. La seconde s'était cherchée tout ce temps. La voici ».

Dans "Le Monde", Fessard de Foucault écrit pour sa part : « Que cette liberté d'esprit permette aux gaullistes (et certains d'entre eux y sont depuis longtemps parvenus) de reconnaître qu'ils n'ont pas le monopole de la fierté nationale et de la défense de l'indépendance, et que les communistes eux aussi ont ces soucis : qu'en revanche — mais c'est encore loin de se réaliser — les communistes ad-

mettent qu'ils n'ont pas le monopole du progrès social et en tout cas que l'ambition de la participation — qu'eux préfèrent appeler démocratie, ce dont aucun "gaulliste" ne devrait se formaliser — pourrait bien être ce que, sinon l'appareil du moins les militants et les électeurs de gauche espèrent », et de conclure : « la France cesserait de confondre étape de son progrès avec bouleversement de ses institutions : ce serait un décisif commencement... celui de l'unité nationale à l'abri des étoiles ».

Il faut s'appeler M. Krivine pour voir que cet accord « offre comme perspective le socialisme » et se demander si « le P.C.F. cherche à duper les gens ou bien (s') il renonce à la révolution » ou être "Lutte Ouvrière" pour constater que « les travailleurs dans leur ensemble en ont plus qu'assez du gouvernement actuel et du pouvoir pompidolien. Ils aspirent tous, et les révolutionnaires avec eux, à un changement profond du régime actuel » et... trouver insuffisant un accord uniquement électoral.

Défense du capitalisme en économie et de son Etat en politique (« L'administration doit être rendue au service de la nation », le programme commun P.C.-P.S. est un programme bourgeois : son caractère illusoire quant à la forme politique à l'époque actuelle s'explique par ce qu'il est le programme bourgeois de l'opportunisme et que son rôle historique primordial est de désamorcer ou d'abattre l'offensive prolétarienne comme nous l'a tragiquement montré l'assassinat de Luxembourg et de Liebknecht par la social-démocratie allemande.

Les soubresauts monétaires du système capitaliste, premiers indices de crise, font sentir à la bourgeoisie son impuissance et expliquent qu'elle voit sans trop de déplaisir une relève se dessiner à sa gestion politique, relève qui ne remette pas en péril les rapports de production : le programme commun peut parler de démocratie à qui mieux mieux, cela ne tire pas à conséquence.

Défendre l'ordre capitaliste au nom du prolétariat, telle est

la fonction de l'opportunisme, tel est le but que se propose le programme P.C.-P.S. : une police comme de juste démocratique, un prolétariat comme de juste désarmé, des mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936 (chapitre « Les Partis »). Le programme P.C.-P.S. c'est avant tout une arme anti-prolétarienne, et déjà le Parti communiste italien, par la voix de Giorgio Amendola (membre du Bureau politique du P.C. italien) appelle à l'unité d'action des « forces de gauche », prenant l'exemple du frère français. Internationale est la domination du Capital, internationale est la gangrène opportuniste, internationale sera la nouvelle offensive prolétarienne qui seule saura venir à bout de l'impasse du capital.

Mitterand vient de dire lui-même, devant le premier Congrès des élus socialistes et républicains : « D'ailleurs, l'important ce n'est pas le contenu de ce programme, comme nos adversaires le savent bien ; ce qui effraie le pouvoir c'est la naissance d'une force politique. »

En clair : vive la pérennité du Capital et la dictature bourgeoise dont nous allons offrir le moyen.

Le seul programme de lutte que connaisse pour sa part la classe ouvrière est inscrit depuis près d'un siècle et demi dans le "Manifeste du Parti Communiste", la seule date qui compte dans les « rapports » avec le Parti social-démocrate est celle de la fondation de la IIIe Internationale communiste et de la séparation définitive d'avec les renégats. Quand le prolétariat mondial aura retrouvé la mémoire, au moment de livrer son assaut contre l'Etat bourgeois, il n'oubliera pas comme en 1919 de mettre dans le même sac pour le jeter par-dessus bord, les gérants loyaux du capitalisme que sont les successeurs des Noske et des Scheideman et les opportunistes post-staliniens qui parlent 50 ans après Tours le langage de leurs « adversaires » d'alors, et il le fera pour pouvoir réaliser SON programme : destruction de l'Etat bourgeois, démocratie ou non, dictature du prolétariat, abolition du salariat et de la division de la société en classes.

La vérité sort de la bouche des banquiers

(Suite de la 1^{re} page)

Pour le comprendre, il suffit de poursuivre la lecture du rapport de la Moscow Narodny Bank : sur 1.157.000 livres sterling de bénéfice, 1.150.000, soit la presque totalité, seront mises en réserve, c'est-à-dire qu'au lieu d'être distribuées, elles resteront dans l'entreprise pour financer ses activités en expansion ; en 1972, poursuit le rapport, une partie de la réserve sera capitalisée sous forme d'une augmentation de capital de 1.000.000 de livres sterling, ce qui fera passer le capital-actions de la banque de 6 millions à 7 millions de livres. Autrement dit : les bénéfices seront transformés en capital. Cette opération est si peu « socialiste », Messieurs les staliniens (et Messieurs les trotskystes partisans de l'« Etat ouvrier »), que Marx lui a consacré un chapitre entier et fondamental du « Capital », intitulé précisément : « La transformation de la plus-value en capital », où il montre que cette transformation (appelée encore accumulation) constitue une loi fondamentale du capitalisme, son essence même : la plus-value produite une année par les prolétaires sert avant tout à engraisser non pas les capitalistes, mais le capital, de manière à lui permettre de réaliser l'année suivante encore plus de bénéfices et donc encore plus de bénéfices qui seront réinvestis et ainsi de suite — alors que de l'autre côté de la barrière de classe, ce ne sont que le nombre et l'insécurité des prolétaires qui augmentent. Conclusion de Marx : « Si le prolétaire n'est qu'une machine à produire de la plus-value, le capitaliste n'est qu'une machine à capitaliser cette plus-value ». Telle est la loi qui caractérise toute économie capitaliste et à laquelle obéit l'économie russe.

COMMENT LE CAPITAL RUSSE LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

La lecture de la suite du rapport de la Moscow Narodny Bank est édifiante pour montrer la réalité qui se cache derrière les bel-

les déclarations anti-impérialistes des Brejnev, Kossyguine et Cie. Écoutons le président-directeur général de la banque russe :

« Nous sommes heureux d'avoir pu collaborer avec la National Westminster Bank et Morgan Grenfell (deux fleurons du capital financier britannique - N.D.L.R.) comme co-organisateur de l'emprunt en Eurodollars lancé par la Banque Nationale de Hongrie, et nous serons toujours prêts à collaborer avec nos amis de la City. (« our City friends ») pour organiser l'émission de tels emprunts. »

Vos « amis de la City », Monsieur le président-directeur général, ne sont autres que les gérants du capital financier et de l'impérialisme britannique qui, après avoir passé le flambeau de la gendarmerie internationale à son concurrent américain, continue de piller ses ex-Dominions et la planète entière en rapatriant bon an mal an 3 milliards de dollars de profits annuels, envoie son armée maintenir un ordre sanglant en Irlande, et promulgue chez lui les lois les plus perfectionnées pour étouffer les grèves ouvrières ! Des communistes peuvent être acculés par la réaction internationale à composer avec de pareilles canailles, comme ce fut le cas des Bolchéviks en 1921 — dans une situation qui n'a aucun rapport avec celle de la Russie d'aujourd'hui — mais jamais ils ne peuvent avoir l'ennemi de classe comme ami, ni souhaiter réaliser avec lui de fructueuses affaires sur le dos du prolétariat international !

Mais peut-être ne s'agissait-il que d'une exquise politesse de banquier... « communiste » (!) pour mieux tromper l'adversaire ? Il suffit de poursuivre la lecture du rapport pour constater que c'est bien un digne représentant du capital financier qui parle :

« Notre succursale de Beyrouth a poursuivi son expansion et la diversification de son champ d'activités. Le conflit du Moyen-Orient est loin d'être réglé ; néanmoins, la stabilité accrue constatée au Liban en 1971 a permis à l'ensemble du secteur bancaire de bien progresser. Notre succursale en a

profité et l'actif total a augmenté d'environ 20 % ».

On ne saurait être plus clair : les misérables masses arabes peuvent bien crever de faim sous l'œil indifférent des gros financiers et commerçants libanais, les réfugiés palestiniens peuvent croupir dans leurs camps, l'essentiel est que la stabilité accrue au Liban ait permis de réaliser de bonnes affaires. Quand un banquier soviétique parle du « règlement du conflit du Moyen-Orient », sa préoccupation n'est pas d'affranchir les peuples arabes de l'emprise des impérialistes dominants et des rapaces bourgeoisies locales, mais bien d'y faire régner l'ordre, condition première de fructueuses transactions financières et commerciales capitalistes. C'est ce rôle de maintien de l'ordre que l'impérialisme russe assure conjointement avec son collègue américain depuis un quart de siècle ; et si ce dernier venait à être menacé par la crise économique, M. le président-directeur général nous assure par avance que les pays « socialistes » seront là pour le tirer de ce mauvais pas :

« Des pays occidentaux de plus en plus nombreux reconnaissent l'avantage d'effectuer une bonne partie de leur commerce extérieur avec les pays socialistes pour se prémunir contre le cycle économique (M. le banquier est trop bien élevé pour parler de crise capitaliste - N.D.L.R.). Je suis sûr qu'avec l'accélération du rythme de la croissance économique dans les pays socialistes, de substantielles occasions de commerce se présenteront. »

La glorieuse Internationale Communiste fondée à Moscou avait juré la guerre à mort au capitalisme mondial ; aujourd'hui, il n'y a plus à Moscou que des banquiers, des entrepreneurs et des affairistes dont la seule préoccupation est la survie du système capitaliste dont ils font partie. Mais l'Internationale Communiste renaitra et elle règlera définitivement leur compte à tous les banquiers russes et à leurs « amis » occidentaux !

La tragédie du prolétariat allemand

(Suite de la page 2)

« de trop de lenteurs. Mais cette victoire ne pourra jamais être remportée si, de toute la masse des conditions matérielles accumulées par l'Histoire, ne jaillit pas l'étincelle, la volonté consciente des grandes masses ». (Rosa Luxemburg : La crise de la social-démocratie).

Fidèle à cette conception, Rosa Luxemburg, à l'égal de tous les Spartakistes, n'accepta pas d'être exclue du parti : c'était la direction du parti qui s'était exclue elle-même par sa trahison d'août 1914 et par ses fautes ultérieures, et la Némésis historique sanctionnerait sa condamnation irrévocable en la jetant irrévocablement dans la poubelle de la bourgeoisie dominante et de ses saturnales guerrières : « La liquidation du tas de décomposition organisée qui s'appelle aujourd'hui social-démocratie n'est pas une affaire privée : elle dépend de la décision personnelle d'un ou plusieurs groupes. Elle se produira inévitablement comme conséquence de la guerre mondiale ».

Après avoir longtemps toléré une « opposition » qui lui permettait de fournir une soupe de sûreté à l'indignation et à la li-

cœur des militants sans porter préjudice au « bien suprême » de l'unité, la social-démocratie majoritaire décida enfin d'expulser le groupe spartakiste en même temps que l'aile « rebelle » des indépendants. Ceux-ci s'étant officiellement constitués en parti en 1917 — dans le but délibéré de canaliser les prolétaires qui, s'ils avaient été livrés à eux-mêmes, auraient risqué de se radicaliser en se jetant enfin dans les bras des Spartakistes —, les Spartakistes, qui avaient pourtant aussitôt dénoncé les contorsions cyniques des « indépendants » et démasqué leurs ignobles tartufferies, acceptèrent cependant l'hospitalité qu'on leur offrait hypocritement dans les rangs du parti, contre la simple promesse d'une « autonomie » de propagande. Pourquoi cette erreur ? Sûrement pas parce qu'ils manquaient du courage nécessaire et suffisant pour se « séparer » (comment reprocher aux futurs martyrs de janvier 1919 de manquer de courage ?), mais parce qu'ils y étaient poussés par la logique même de leur vision du processus historique d'émancipation de la classe et de rédemption du parti comme simple résultat de ce processus.

(A suivre)

PERMANENCES DU PARTI

♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "Prolétaire", 7, rue d'Etienne-d'Orves (4^e étage).